



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

établissements

Question au Gouvernement n° 3095

Texte de la question

VOL DE MATÉRIELS MILITAIRES

M. le président. La parole est à M. Philippe Vitel, pour le groupe Les Républicains.

M. Philippe Vitel. Monsieur le président, mes chers collègues, ma question, à laquelle j'associe mes collègues Bernard Deflesselles et Guy Teissier, s'adresse à M. le Premier ministre, dont j'attends une réponse plus sérieuse que celle que Jean-Marie Le Guen vient de faire à Michel Vauzelle ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

Oui ! C'est un véritable arsenal de guerre qui a été dérobé sur la zone de regroupement et d'attente de Miramas, d'où partent les matériels et munitions pour les opérations extérieures.

Après avoir méticuleusement coupé les deux grillages entourant le site, les criminels se sont emparés, sans aucune difficulté, de 176 détonateurs ainsi que d'une dizaine de pains de plastics et d'une quarantaine de grenades.

Monsieur le Premier ministre, cet événement, très grave et très inquiétant, alarme au plus haut point nos compatriotes.

Depuis les attentats du mois de janvier, le dispositif du plan Vigipirate est à son maximum. L'opération Sentinelle, en place depuis le 7 janvier, mobilise toujours plus de 7 000 femmes et hommes qui ont été déployés pour protéger 830 sites identifiés comme sensibles.

Concernant les sites sensibles des armées, leur protection a été renforcée dans le cadre du plan Cuirasse.

Ce dispositif comporte un doublement des patrouilles, la présence de maîtres-chiens et le renforcement de la vidéo surveillance qui, étonnamment, était totalement absente à Miramas.

Force est de constater que ce dispositif a subi une percée inattendue, grave et inquiétante, comme la qualifie un haut gradé du renseignement.

Dans l'attente des résultats de l'évaluation, sous quinzaine, des mesures de sécurisation de l'ensemble des seize sites militaires de stockage de munitions qu'a commandée M. le ministre de la Défense, pouvez-vous nous expliquer, monsieur le Premier ministre, comment, dans un contexte de risque terroriste maximum, est-il possible d'accéder aussi facilement à des dépôts de munitions sur un site théoriquement hautement protégé ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. (*Exclamations sur les bancs du groupe Les Républicains.*)

M. Philippe Vitel. C'est le Premier ministre qui doit répondre !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État chargé des relations avec le Parlement. Monsieur le député Philippe Vitel, le Gouvernement partage votre sentiment de gravité. Vous avez décrit la situation telle qu'elle est. M. Jean-Yves Le Drian étant au Sénat aujourd'hui pour défendre la loi de programmation militaire, je me charge de vous répondre mais vous avez décrit vous-même la réaction du Gouvernement aux événements tragiques que nous avons connus ces derniers mois en France et la manière dont il a, avec beaucoup de sérieux et de détermination, mis en place les mesures de protection de l'ensemble des Français et des sites militaires.

M. Philippe Meunier. Cela se voit !

M. Pascal Popelin. On paie vos coupes dans le budget de la défense !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. Vous avez signalé, sans doute parce que vous avez reçu des informations, des dysfonctionnements qui auraient pu se produire à Miramas. Le Gouvernement a demandé une enquête de police et une enquête judiciaire,...

M. Philippe Meunier. Heureusement !

M. Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État. ...mais également une enquête administrative, ainsi qu'une enquête sur site et une enquête beaucoup plus générale des services de protection des armées en charge de ce sujet.

Nous avons pris toutes les mesures de renforcement de la sécurité des sites existant et nous sommes totalement mobilisés pour trouver toutes les explications et prendre toutes les mesures qui s'imposent face à cette situation. (*Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Philippe Meunier. Si c'est comme pour l'emploi, cela promet !

Données clés

Auteur : [M. Philippe Vitel](#)

Circonscription : Var (2^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3095

Rubrique : Défense

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [9 juillet 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [9 juillet 2015](#)